



Bertin Mampaka (cdH), professeur d'économie et Echevin de la Ville de Bruxelles et Député/Secrétaire au Parlement bruxellois, réoriente le débat à l'heure où le gouvernement s'attelle à boucler les budgets.

La Belgique traverse une crise de l'emploi sans précédents. Près de 20.000 emplois sont concernés...Une crise qui s'aggrave de jour en jour alors que le gouvernement fédéral est en train de boucler son projet de budget 2013.

En tant que professeur d'économie et mandataire public, je suis fatigué d'entendre toujours la même chanson à l'occasion de la confection des budgets : soit réduire les dépenses par des sacrifices en diminuant le train de vie des pouvoirs publics ou les avantages sociaux durement acquis, soit en créant de nouveaux impôts. Selon moi, c'est une logique archaïque d'un Etat qui joue exclusivement un rôle régulateur. J'estime que de nos jours, l'Etat, quel que soit la forme de son action, est le premier acteur économique. Sans privatiser son action, il pourrait produire plus de richesses dans les secteurs de la vie économique où il est encore le seul opérateur et dispose d'un monopole. Comment ? En gérant mieux selon des critères d'efficacité qui se rapprochent du secteur privé, à l'instar des normes ISO-9000.

Il est possible de faire des économies considérables sans toucher aux revenus des travailleurs et des plus faibles. Il existe par exemple un gisement considérable d'économie d'énergie en Belgique. C'est pourquoi, en tant qu'Echevin de l'Energie de la Ville de Bruxelles, j'ai mis en place en 2010 une cellule énergie qui a pour mission d'identifier les pertes d'énergies dans les bâtiments publics et de proposer des solutions efficaces et durables. Nous avons ainsi économisé en deux ans plus d'un million d'euros en agissant sur les bâtiments les plus énergivores (isolation,...), en investissant dans les nouvelles technologies (co-génération, solaire thermique, LED,...) mais aussi en incitant le personnel à une meilleure utilisation du matériel (chauffage, extinction éclairage et ordinateur,...). Le retour sur investissement est ici

extrêmement positif et il reste encore un énorme potentiel d'économies en perspective.

Depuis 30-40 ans, les centaines de mesures et différents plans allant des réductions de charges sociales aux incitants à l'embauche ont montré leurs limites. La productivité n'est pas seulement à chercher dans le secteur privé. Il faut aussi la trouver dans les entreprises où l'Etat participe comme actionnaire ou propriétaire. Avant d'aller toucher aux avantages sociaux et de se défaire de ses fonctionnaires, l'Etat ne devrait-il pas contraindre des pans entiers de l'économie sous sa responsabilité à revoir la logique de la majorité des contrats de gestion avec les organismes paraétatiques qui pourraient largement contribuer à renflouer ses caisses ? Ne devrait-il pas les inciter à adopter les mêmes règles de rentabilité et de productivité que le secteur privé en vue d'amener des bénéfices supplémentaires aux différentes entités fédérées ? Au lieu de faire toujours payer les mêmes, est-on sûr que Belgacom, la SNCB et autres intercommunales diverses dans le secteur de l'eau, l'énergie, l'hygiène, des télécoms,... sont gérés avec les normes de qualité qui s'imposent dans une Europe devenue marché ouvert ? Pourquoi ne pas inverser la logique où l'Etat et les Régions se voient contraint de subsidier des pans entiers de l'économie pour sauvegarder l'emploi en rentabilisant davantage les outils de production en sa possession dont les dividendes devraient être déversés au budget.

L'exercice qui consiste à aller à chaque fois prendre sur la fonction publique finira par conduire à une absence totale de l'autorité publique et de l'Etat comme on l'observe dans certains pays sous-développés... Il faudrait peut-être aussi profiter de ce débat sur la rentabilité pour faire connaître davantage aux entrepreneurs actuels et potentiels la panoplie des mesures et incitants créés depuis des décennies et qui ne sont ni utilisés ni connus des destinataires. Il est temps que les gestionnaires publiques que nous sommes, puissent faire un réel inventaire de ces leviers qu'ils peuvent utiliser sans infliger toujours aux mêmes, soit les salariés soit les entreprises, des sacrifices.

Bertin MAMPAKA

Professeur d'économie

Echevin de la Ville de Bruxelles

Député/Secrétaire au Parlement bruxellois